



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Proclamation Giving Notice that
the Administrative
Understanding on Mutual
Assistance Shall be Effective
Upon the Entering Into Force of
the Second Supplementary
Agreement Between Canada
and the United States of
America**

**Proclamation donnant avis que
l'Entente administrative sur
l'assistance mutuelle entrera en
vigueur au moment de l'entrée
en vigueur du deuxième accord
supplémentaire entre le Canada
et les États-Unis d'Amérique**

SI/98-51

TR/98-51

Current to September 22, 2022

À jour au 22 septembre 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to September 22, 2022. Any amendments that were not in force as of September 22, 2022 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 22 septembre 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 22 septembre 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Proclamation Giving Notice that the Administrative Understanding on Mutual Assistance Shall be Effective Upon the Entering Into Force of the Second Supplementary Agreement Between Canada and the United States of America

TABLE ANALYTIQUE

Proclamation donnant avis que l'Entente administrative sur l'assistance mutuelle entrera en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du deuxième accord supplémentaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique

Registration
SI/98-51 April 1, 1998

OLD AGE SECURITY ACT

Proclamation Giving Notice that the Administrative Understanding on Mutual Assistance Shall be Effective Upon the Entering Into Force of the Second Supplementary Agreement Between Canada and the United States of America

ROMÉO LEBLANC

[L.S.]

Canada

Elizabeth the Second, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To All to Whom these Presents shall come or whom the same may in any way concern,

Greeting:

RICHARD THOMPSON
Acting/Deputy Attorney General

A Proclamation

Whereas, by Order in Council P.C. 1997-497 of April 8, 1997, the Governor in Council declared that the Administrative Understanding on Mutual Assistance, signed on December 4, 1996, shall be effective upon the entering into force of the Second Supplementary Agreement between Canada and the United States of America;

Whereas the Order was laid before Parliament on October 2, 1997;

Whereas, before the twentieth sitting day after the Order was laid before Parliament, no motion for the consideration of either House to the effect that the Order be revoked was filed with the Speaker of the appropriate House;

Whereas, pursuant to subsection 42(2) of the *Old Age Security Act*, the Order came into force on the thirtieth sitting day after it was laid before Parliament, being November 27, 1997;

Whereas the Administrative Understanding on Mutual Assistance shall be effective upon the entering into force of the Second Supplementary Agreement, which is October 1, 1997;

Enregistrement
TR/98-51 Le 1^{er} avril 1998

LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

Proclamation donnant avis que l'Entente administrative sur l'assistance mutuelle entrera en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du deuxième accord supplémentaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique

ROMÉO LEBLANC

[L.S.]

Canada

Elizabeth Deux, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux à qui les présentes parviennent ou qu'icelles peuvent de quelque manière concerner,

Salut:

Sous-procureur général/par intérim
RICHARD THOMPSON

Proclamation

Attendu que, par le décret C.P. 1997-497 du 8 avril 1997, le gouverneur en conseil a déclaré que, l'Entente administrative sur l'assistance mutuelle, signée le 4 décembre 1996, entrera en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du deuxième Accord supplémentaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique;

Attendu que ce décret a été déposé devant le Parlement le 2 octobre 1997;

Attendu que, avant le vingtième jour de séance suivant le dépôt, aucune motion adressée à l'une ou l'autre chambre en vue de l'annulation du décret n'a été remise au président de la chambre concernée;

Attendu que, en vertu du paragraphe 42(2) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, le décret est entré en vigueur le trentième jour de séance suivant son dépôt, soit le 27 novembre 1997;

Attendu que l'Entente administrative sur l'assistance mutuelle entrera en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du deuxième Accord supplémentaire, soit le 1^{er} octobre 1997;

And whereas, by Order in Council P.C. 1998-289 of February 26, 1998, the Governor in Council directed that a Proclamation do issue giving notice that the Administrative Understanding on Mutual Assistance shall be effective upon the entering into force of the Second Supplementary Agreement between Canada and the United States of America;

Now Know You that We, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, do by this Our Proclamation give notice that the Administrative Understanding on Mutual Assistance, signed on December 4, 1996, a copy of which is annexed hereto, shall be effective upon the entering into force of the Second Supplementary Agreement between Canada and the United States of America.

Of All Which Our Loving Subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well-beloved Roméo A. LeBlanc, a Member of Our Privy Council for Canada, Chancellor and Principal Companion of Our Order of Canada, Chancellor and Commander of Our Order of Military Merit, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

At Our Government House, in Our City of Ottawa, this twentieth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ninety-eight and in the forty-seventh year of Our Reign.

By Command,
KEVIN G. LYNCH
Deputy Registrar General of Canada

Attendu que, par le décret C.P. 1998-289 du 26 février 1998, le gouverneur en conseil a ordonné que soit prise une proclamation donnant avis que l'Entente administrative sur l'assistance mutuelle entrera en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du deuxième Accord supplémentaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique,

Sachez que, sur et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous, par Notre présente proclamation, donnons avis que l'Entente administrative sur l'assistance mutuelle, signée le 4 décembre 1996, dont copie est ci-jointe, entrera en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du deuxième Accord supplémentaire entre le Canada et les États-Unis d'Amérique.

De ce qui précède, Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes lettres patentes et à icelles fait apposer le grand sceau du Canada. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé Roméo A. LeBlanc, Membre de Notre Conseil privé pour le Canada, Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de Notre Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre ville d'Ottawa, ce vingtième jour de mars de l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, quarante-septième de Notre règne.

Par ordre,
Sous-registraire général du Canada
KEVIN G. LYNCH

Administrative Understanding on Mutual Assistance

Pursuant to the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America with respect to Social Security

SECTION I

Introduction

- (a) The Competent Authority of the United States of America and the Competent Authority of Canada, with the purpose of improving the administrative efficiency, cost effectiveness and integrity of their Social Security programs as they apply to claimants and beneficiaries of the two countries, intend to establish a program of mutual administrative assistance.
- (b) This Administrative Understanding (hereinafter referred to as the "Understanding") is concluded in conformity with Article XII(a) of the Agreement between the Government of the United States of America and the Government of Canada with respect to Social Security, signed at Ottawa on March 11, 1981, as amended by the Supplementary Agreement, signed at Ottawa on May 10, 1983, and the second Supplementary Agreement, signed at Ottawa on May 28, 1996, (hereinafter referred to as the "Agreement"), as well as the Administrative Arrangement for the Implementation of the Agreement, signed at Washington on May 22, 1981 (hereinafter referred to as the "Administrative Arrangement").

SECTION II

Meaning of Terms

Terms used in this Understanding or any Appendices to be agreed upon at a later time have the same meaning as in the Agreement.

SECTION III

Administrative Assistance

- (a) In accordance with the procedures to be outlined in one or more Appendices to this Understanding, the Competent Authorities of the two countries, or their designees, will assist each other in administering the laws specified in Article II of the Agreement.
- (b) In no case will a Competent Authority of a country be expected to carry out administrative measures at variance with the statutes or the administrative practice of that or the other country.

Entente administrative sur l'assistance mutuelle

en vertu de l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de sécurité sociale

ARTICLE I

Introduction

- (a) Les autorités compétentes des États-Unis d'Amérique et du Canada, en vue d'améliorer l'efficacité administrative, la rentabilité et l'intégrité de leurs programmes de sécurité sociale qui s'appliquent aux prestataires et aux bénéficiaires des deux pays, ont l'intention de mettre en place un programme d'assistance administrative mutuelle.
- (b) L'Entente administrative (ci-après appelée l'« Entente ») est conclue aux termes de l'alinéa XII(a) de l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Canada en matière de sécurité sociale, signé à Ottawa le 11 mars 1981, modifié par l'Accord supplémentaire signé à Ottawa le 10 mai 1983 et le deuxième Accord supplémentaire signé à Ottawa le 28 mai 1996, (ci-après appelé l'« Accord »), ainsi que de l'Arrangement administratif en vue de la mise en œuvre de l'Accord, signé à Washington le 22 mai 1981 (ci-après appelé l'« Arrangement administratif »).

ARTICLE II

Définitions

Les termes utilisés dans la présente Entente, ou dans toute annexe adoptée par la suite, ont le même sens que celui qui leur est attribué dans l'Accord.

ARTICLE III

Assistance administrative

- (a) Conformément aux procédures devant être définies dans une ou plusieurs annexes à la présente Entente, les autorités compétentes des deux pays, ou leurs représentants désignés, s'aident mutuellement à appliquer les lois visées à l'article II de l'Accord.
- (b) En aucun cas, l'autorité compétente d'un pays n'est censée prendre de mesures administratives non conformes aux lois ou aux pratiques administratives dans l'un ou l'autre pays.

SECTION IV

Management

- (a)** The program of administrative assistance will be under the general direction of a Management Committee, whose function will be to undertake an ongoing review of policy and procedures relating to the program. The Committee will consist of four members:

For the United States —

The Director, Office of International Policy, Social Security Administration, or the Director's designee(s), and

The Director, Office of Disability and International Operations, Social Security Administration, or the Director's designee(s);

For Canada —

The Director General, International Benefits, Income Security Programs, Department of Human Resources Development, or the Director General's designee(s), and

The Director General, Programs, Income Security Programs, Department of Human Resources Development, or the Director General's designee(s).

- (b)** The Management Committee will be responsible for the coordination, and any modification, of the program of assistance to be set out later in one or more Appendices to this Understanding. The Committee will review the various timeframes for the performance of functions set out in the Appendices in order to ensure that these standards are met to the extent possible or to modify the timeframes where appropriate.
- (c)** Modifications to the program will be set out in writing as additional Appendices to this Understanding and signed by the members of the Management Committee, or their designees.
- (d)** The Management Committee will be responsible for exchanging statistics and other information regarding workloads and other administrative matters associated with the program of assistance. The content and form of the statistics and information to be exchanged will be agreed upon by the Management Committee.
- (e)** The Management Committee will meet, as required, to review progress and establish program guidance and priorities. It is expected that this will be not more than once every two years. Meetings of the Management Committee will normally be held alternately in the United States and Canada.

SECTION V

Expenses

The Competent Authority of each country will furnish assistance in accordance with Section III without charge to the Competent Authority of the other country. The Management Committee will periodically review the expenses involved in

ARTICLE IV

Gestion

- (a)** Le programme d'assistance administrative est placé sous la direction générale d'un Comité de gestion chargé de faire un examen continu de la politique et des procédures relatives au programme. Le Comité se compose de quatre membres :

Pour les États-Unis —

Le Directeur, Office of International Policy, Social Security Administration, ou le(s) représentant(s) désigné(s) du Directeur, et

le Directeur, Office of Disability and International Operations, Social Security Administration, ou le(s) représentant(s) désigné(s) du Directeur.

Pour le Canada —

Le Directeur général, Prestations internationales, Programmes de la sécurité du revenu, ministère du Développement des ressources humaines, ou le(s) représentant(s) désigné(s) du Directeur général, et

le Directeur général, Programmes, Programmes de la sécurité du revenu, ministère du Développement des ressources humaines, ou le(s) représentant(s) désigné(s) du Directeur général.

- (b)** Le Comité de gestion est chargé de la coordination et de toute modification du programme d'assistance décrit plus loin dans une ou plusieurs annexes à la présente Entente. Il examine les divers calendriers d'exécution des fonctions décrites dans les annexes, afin de s'assurer que ces normes sont respectées dans la mesure du possible ou de modifier les calendriers, s'il y a lieu.
- (c)** Les modifications au programme sont présentées par écrit en tant qu'annexes supplémentaires à la présente Entente et signées par les membres du Comité de gestion ou par leurs représentants désignés.
- (d)** Les membres du Comité de gestion doivent s'échanger des statistiques et d'autres renseignements sur les charges de travail et d'autres questions administratives liées au programme d'assistance. Les membres du Comité conviendront du contenu et de la forme des statistiques et des renseignements devant être échangés.
- (e)** Le Comité de gestion se réunit, au besoin, pour examiner les progrès réalisés et établir l'orientation et les priorités du programme. La fréquence de ces réunions ne dépassera pas une fois tous les deux ans. Normalement, ces réunions auront lieu alternativement aux États-Unis et au Canada.

ARTICLE V

Dépenses

L'autorité compétente de chaque pays se fournissent mutuellement assistance conformément à l'article III, et ce, sans frais à l'autorité compétente de l'autre pays. Le Comité de gestion examine périodiquement les dépenses relatives à la

furnishing assistance under this Understanding with a view toward balancing the costs incurred by each side.

SECTION VI

Confidentiality of Information

- (a) In accordance with Article XVIII of the Agreement, information about an individual which a Competent Authority of one country transmits to a Competent Authority of the other country in accordance with this Understanding or its Appendices will be used exclusively for purposes of administering the laws specified in Article II of the Agreement. Such information received by a Competent Authority will be governed by the statutes applicable to that Competent Authority for the protection of privacy and confidentiality of personal data.
- (b) In no case will a Competent Authority of either country be expected to furnish information which is not obtainable under the laws of that or the other country.

SECTION VII

Interpretation and Application

Any disagreement regarding the interpretation or application of this Understanding or its Appendices will be resolved by the Management Committee, and will not be referred to any international tribunal or third party for settlement.

SECTION VIII

Period of Operation

The Competent Authorities of the United States and Canada will endeavour to initiate the program of assistance specified in this Understanding and to be set out later in one or more detailed Appendices as soon as possible. The Competent Authority of either the United States or Canada may terminate this program of assistance by providing written notification to the Competent Authority of the other country. Such notice of termination will not affect either country's obligations under the Agreement or Administrative Arrangement or the provisions of Section VI of this Understanding.

DONE in duplicate at Baltimore, this 4th day of December 1996 in English and French, both texts being equally authentic.

FOR THE MINISTER OF HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT CANADA

(Serge Rainville)

FOR THE SOCIAL SECURITY ADMINISTRATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA

(Carolyn W. Colvin)

fourniture d'assistance en vertu de la présente Entente en vue d'équilibrer les coûts engagés par chaque partie.

ARTICLE VI

Confidentialité des renseignements

- (a) Conformément à l'article XVIII de l'Accord, les renseignements au sujet d'un particulier que l'autorité compétente d'un pays transmet à l'autorité compétente de l'autre pays en vertu de la présente Entente ou de ses annexes sont utilisés exclusivement aux fins de l'application des lois visées à l'article II de l'Accord. Lesdits renseignements reçus par l'autorité compétente sont régis par les lois applicables à cette autorité compétente en vue de la protection et de la confidentialité des renseignements personnels.
- (b) En aucun cas, l'autorité compétente de l'un des pays n'est tenue de fournir des renseignements qu'il est impossible d'obtenir en vertu des lois de l'un ou l'autre des deux pays.

ARTICLE VII

Interprétation et Application

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Entente ou de ses annexes est résolu par le Comité de gestion et n'est pas porté devant un tribunal international quelconque ou une tierce partie en vue d'être réglé.

ARTICLE VIII

Période d'application

Les autorités compétentes des États-Unis et du Canada s'efforceront de mettre en place le programme d'assistance précisé dans la présente Entente et décrit plus loin dans une ou plusieurs annexes détaillées dès que possible. L'autorité compétente des États-Unis ou celle du Canada peut mettre un terme à ce programme en envoyant un avis écrit à l'autorité compétente de l'autre pays. Un tel avis de résiliation n'aura aucun effet sur les obligations des deux pays en vertu de l'Accord, de l'Arrangement administratif ou des dispositions de l'article VI de la présente Entente.

FAIT en deux exemplaires à Baltimore, ce 4^e jour de décembre 1996 dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA

(Serge Rainville)

POUR L'ADMINISTRATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

(Carolyn W. Colvin)